

**DISCOURS DE M. MAHAMANE CISSE-GOURO
REPRESENTANT REGIONAL POUR L'AFRIQUE DE
L'OUEST
HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS
DE L'HOMME**

**Consultation du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la
traite des personnes, particulièrement les femmes et enfants, Mme
Joy Ngozi Ezeilo**

concernant

**“Le rôle des mécanismes régionaux et subrégionaux dans les
initiatives internationales visant à mettre fin à la traite des
personnes, en particulier les femmes et les enfants”**

4 – 5 octobre 2010

Complexe Ngor & Diarama, Dakar, Sénégal

- Madame la Ministre des droits humains,
- Madame la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la traite des personnes, particulièrement les femmes et les enfants,
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations régionales et sous-régionales,
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,
- Distingués invités, chers Participants,

Avant tout propos, je voudrais remercier Madame la Rapporteuse spéciale sur la traite pour avoir associé mon bureau à cette importante rencontre des Organisations régionales et sous-régionales impliquées dans la lutte contre la traite des personnes.

Mes remerciements et ma gratitude vont également à l'endroit de Madame la Ministre des droits de l'homme du Sénégal pour avoir bien voulu rehausser de sa présence, la cérémonie solennelle d'ouverture de cette importante rencontre.

Permettez-moi aussi, d'exprimer toute ma considération aux distinguées participant(e)s venus des diverses régions du monde: Afrique, Amérique, Asie et Europe.

Mesdames et Messieurs

Ce qui nous réunit aujourd'hui et demain entre dans le cadre du combat que nous menons quotidiennement pour la jouissance des droits reconnus universellement et garantis par les instruments nationaux, régionaux et internationaux. Et, cette initiative s'inscrit dans la droite ligne des recommandations faites dans le rapport du HCDH au Conseil Economique et

Social des Nations Unies sur les Principes concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains. Ce rapport propose des directives notamment sur **la prévention de la traite des personnes, l'identification des personnes victimes de la traite et des trafiquants, la définition d'un cadre juridique adapté, les garanties d'une intervention efficace des services de détection et de répression, la protection des victimes et l'assistance à ces dernières, l'élaboration de mesure spéciales destinées à protéger et à aider les enfants victimes de la traite, la coopération et la coordination entre les Etats et entre les régions.**

Mesdames et Messieurs

Permettez-moi de l'affirmer, « la traite des personnes est une forme moderne d'esclavage » et par conséquent une violation des droits de l'homme. Selon de nombreuses études de l'Organisation des Nations Unies, la traite des êtres humains est une forme de crime organisé transnational qui affecte de nombreux pays et régions dans le monde.

A la différence du migrant clandestin qui est libre dès qu'il arrive à destination, le trafiquant de personne garde un contrôle sur le migrant par **la force, la fraude ou la contrainte**. En effet, malgré les normes juridiques nationales et internationales de protection en la matière, des centaines de milliers d'hommes, de femmes et surtout d'enfants sont exploités dans le monde entier par des groupes hautement organisés et spécialisés dans les migrations clandestines et la traite des personnes.

Il importe donc de lutter efficacement contre ce phénomène et de mettre un terme aux abus et à l'exploitation qui en résultent. A cet égard, la Communauté Internationale a adopté un certains nombre de mesures normatives visant à protéger les victimes de traite, -- notamment **la Convention**

internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille, (adoptée le 18 octobre 1990 par l'Assemblée générale des Nations Unies et mise en vigueur en juillet 2003), la Convention contre la criminalité transnationale organisée (signée en décembre 2000) et enfin, les deux protocoles additionnels de Palerme respectivement sur la traite des personnes et sur le trafic illicite des migrants adoptés le 15 novembre 2000.

S'agissant du Protocole de Palerme, **Celui-ci met en exergue la nécessité pour les pays d'origine, de transit et de destination d'adopter, je cite, « une approche globale et internationale comprenant des mesures destinées à prévenir une telle traite, à punir les trafiquants et à protéger les victimes».**

A cette fin, la collaboration interétatique est indispensable. En effet, seule une approche concertée entre les Etats, notamment à travers le travail des organisations régionales et sous-régionales, permettra de mettre en œuvre des mesures de prévention et de répression efficaces porteuses d'espoir pour les victimes de la traite.

Mesdames et Messieurs,

Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a toujours accordé une importance particulière à cette question ce qui s'est notamment traduit par l'adoption des « Principes et directives concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains ». Au niveau régional, mon bureau ainsi que l'ensemble des bureaux droits de l'homme dans la sous-région, avons intégré cette thématique parmi nos priorités. C'est dans cette optique qu'à la demande des chefs des bureaux droits de l'homme dans la sous-région, mon

Bureau a conduit, en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, une étude analytique sur le cadre juridique et politique de la traite des personnes en Afrique de l'Ouest, dont les résultats vous seront présentés lors de cette consultation. C'est dire toute l'importance que mon institution accorde au thème de cette rencontre.

Mesdames et Messieurs,

Durant ces deux jours vous aurez notamment l'occasion de discuter sur la manière dont les organisations régionales et sous-régionales peuvent intégrer une approche basée sur les droits de l'homme dans leurs activités. Mon institution se réjouit de cette opportunité d'intégrer cette dimension dans la lutte contre la traite. Elle vous encourage également à réfléchir ensemble sur les initiatives et mécanismes de coopération régionale et sous-régionale qui peuvent être élaborés pour lutter contre ce fléau et améliorer la situation des droits de l'homme.

Je voudrais avant de terminer mon propos, exprimer le souhait de voir les délibérations que vous serez amenés à faire, être couronnées de succès et que de vos travaux, puissent surgir des idées novatrices, qui contribueront à renforcer l'efficacité des actions en faveur de la lutte contre la traite des personnes et la protection des victimes.

Je vous remercie de votre aimable attention et souhaite une réussite totale à vos travaux.